

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 16 Séance du 24 avril 2026

Délibération n°ARBNA-2026-103

**Objet : Autorisation de recrutement sur emploi permanent
Remplacement d'un agent indisponible affecté sur un emploi permanent
(CGFP – art L332-13)**

DATE DE LA CONVOCATION : 10 AVRIL 2026

Administrateurs PRESENTS :	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Elise LAURENT-GUEGAN, Eric SOULAT, Sophie WEBER, Marie Reine SCIARD Office Français de la Biodiversité : Emmanuel DIDON Direction Régionale Environnement Aménagement Logement : Ophélie DARSEES Agence de l'Eau Adour-Garonne : Manuella BROUSSEY Conseil départemental Dordogne : Florence GAUTHIER Ligue Protection Oiseaux : Olivier LE GALL France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine : Serge URBANO Union Régional Conseils Architecture Urbanisme Environnement : Céline MASSA Conservatoire Espace Naturel : Philippe SAUVAGE Réserves Naturelles de France : Kévin LELARGE (pouvoir à M. LE GALL) Fédération Régionale des chasseurs : Jean François SEGUY Chambre Régionale d'Agriculture NA : Christian DANIAU SOLTENA : Romain CLOS Représentant du personnel : Emilie PÉRIÉ
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	Conseil départemental Gironde : Agnès SEJOURNET Parc Naturel Régional de Millevaches : Philippe BRUGERE Grand Poitiers : Dany COINEAU Biosena Centre National de la Propriété Forestière NA : Luc Olivier DELEBECQUE Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques : Gilles BRICHET Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER
INVITES	Région NA : Anne-Sophie CHAPLAIN, Joseph SABRA ; DREAL : Natacha DULKA, Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; CD 33 : Marion MOLVEAUX, Grand Poitiers : Thomas RODIER ; ARB : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Tiffany HERAUD LEGER, Amandine POUZET, Fabien CHATELIER, Emilie MARTINEAU ;
Secrétaire de séance	Serge URBANO FNE NA

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général de fonction publique, notamment son article L332-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, le cas échéant ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1431- 1 à R.1431-21,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative aux Etablissements publics de coopération culturelle, modifiée par la loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 et adaptée à la thématique environnementale par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le décret 0°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisé, notamment l'article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration,

Le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine expose que les besoins des services peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles dans les cas limitativement fixés par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique à savoir :

- Lorsqu'ils sont autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel,
- Lorsqu'ils sont indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales (maximum 6 mois),
- Lors d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois,
- Lors d'un congé régulièrement accordé en application du code général de la fonction publique [congrés annuels, congés pour raisons de santé (CMO, CLM, CLD, CITIS, CGM), congés maternité ou pour adoption, congé paternité, congé de présence parentale, congé parental],
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Monsieur le Président expose également au conseil d'administration le fait qu'actuellement, un remplacement pour ce genre de situation nécessite de passer par le service intérim du CDG86 occasionnant un surcoût supplémentaire pour payer le service.

Les contrats établis sur ce fondement sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

CONSIDÉRANT que les besoins du service peuvent justifier le remplacement sur des emplois permanents de fonctionnaires ou d'agents contractuels indisponibles ou exerçant leur activité à temps partiel,

CONSIDÉRANT la nécessité pour l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine de pouvoir disposer de cette flexibilité,

CONSIDÉRANT l'importance de la continuité du service pour l'établissement,

CONSIDÉRANT l'importance d'œuvrer à la maîtrise des dépenses de l'établissement,

Le conseil d'administration sur le rapport de Monsieur le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine et après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1

Le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, pendant toute la durée de son mandat, sera amené à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L332-13 du code général de la fonction publique susvisé pour remplacer sur des emplois permanents des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles ou exerçant leur activité à temps partiel.

ARTICLE 2

Le niveau de recrutement sera déterminé sur la base des critères tels que le niveau scolaire, la possession d'un diplôme, les compétences professionnelles à détenir, le niveau d'expérience professionnelle.

ARTICLE 3

Les agents de remplacement seront recrutés dans la limite du grade de l'agent indisponible affecté sur un emploi permanent et remplacé.

ARTICLE 4

Le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement, en référence au grade de recrutement et compte-tenu des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, ainsi que de la qualification et l'expérience détenue par l'agent remplaçant.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

ARTICLE 6

Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget,

ARTICLE 7


Autorise le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Nombre de votants : 17

Nombre de pour : 17

Nombre d'abstention : 0

Nombre de contre : 0

<i>La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne</i>	Fait à Poitiers, le 24 avril 2026 Le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine Guillaume RIOU 
--	---

Le Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr."